**FEMMES ET RÉGIONS :
DEUX DIMENSIONS IMPORTANTES
À NE PAS OUBLIER**

**Mémoire à la
Commission sur la réforme du mode de scrutin
Par le comité des femmes de l'Union des Forces Progressistes de la
région de Québec**

UFP

**Déposé au Secrétariat de la Commission des institutions
le 14 décembre 2005**

MÉMOIRE SUR LA RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN

Femmes et régions : deux dimensions importantes à ne pas oublier

Ce qui est important pour nous

Nous, du comité des femmes de l'Union des Forces Progressistes-région de Québec-Chaudière-Appalaches ce qui nous motive à participer à cette commission c'est l'importance du principe : Que chaque vote compte.

Même si nous reprenons les positions politiques de notre parti, nous avons voulu quand même présenter ce mémoire dans le cadre de la campagne 'Cent voix de femmes' du Collectif Féminisme et Démocratie, dont nous appuyons les recommandations.

Nous avons voulu insister aussi sur deux aspects de la réforme du mode de scrutin qui nous tiennent à cœur : la représentation des femmes et des régions.

- La représentation des femmes

Les femmes sont peu présentes sur la scène politique mais elles sont nombreuses à y arpenter les coulisses. Nous tenons à souligner le travail de nombreuses bénévoles de tous partis politiques confondus qui font du pointage, du secrétariat, du porte-à-porte, etc... Ce travail, qu'on pourrait appeler "ménager", de toute campagne politique demeure dans l'ombre. Nous voulons souligner son importance.

Force est de constater que les femmes sont peu présentes sur l'avant-scène politique. Nombre d'études ont expliqué les différentes raisons de cette absence : la difficile conciliation famille-travail ; les structures hiérarchiques des partis politiques ; certaines attitudes et comportement machistes ; le financement difficile, etc...

Nous voudrions que les femmes prennent une place beaucoup plus importante et visible dans l'arène politique. La réforme du mode de scrutin nous permet d'espérer qu'au moins chaque vote comptera réellement. Mais pour que le mode de scrutin donne aux femmes assure la représentation égale des femmes, il va falloir instaurer des mesures de discrimination positive : des compensations financières et des obligations pour les partis politiques de se doter de mesures réelles d'intégration des femmes (position d'alternance femmes-hommes dans les listes et l'accès aux comités gagnants).

Nous voudrions cependant apporter un autre éclairage qui nous apparaît aussi important pour que les femmes s'intéressent à la politique. Il faut en changer les mœurs, les pratiques et les buts. Les femmes veulent faire de la politique autrement pour changer les choses. Elles veulent plus de justice et d'égalité, pas de pauvreté et violence. Elles veulent apprendre, se conscientiser et se mobiliser. Elles veulent faire

autrement en s'impliquant et en construisant une réelle démocratie participative, en développant des pratiques collégiales. La Marche du pain et des roses en 1995, La Marche Mondiale des femmes de l'an 2000 et la Charte Mondiale des femmes de 2005 ont clairement exprimé ce renouveau d'abord ici au Québec, mais aussi partout dans le monde.

Pour nous donc la réforme du mode de scrutin est essentielle mais ce n'est qu'un premier moyen pour que les femmes participent plus activement à la vie politique et y prennent la place qui leur revient.

- L'importance des régions

Vivre en ville ou vivre en région sont des réalités différentes mais souvent occultées.

En région, différents problèmes sociaux se jumellent à des réalités particulières souvent méconnues des personnes qui vivent en ville. Ceux-ci ont des conséquences particulières notamment pour les femmes. Il suffit de penser à l'éloignement des services en santé, à la quasi absence de services en garderie, à la rareté de logements sociaux et de transport en commun qui accentuent l'isolement et la pauvreté. Les femmes font alors face à un manque flagrant de ressources. Les mesures de conciliation travail-famille limitées ne permettent pas aux femmes de participer au pouvoir et de jouer leur véritable rôle de citoyenne. Les mesures favorables aux femmes, dans la réforme du mode de scrutin, devraient permettre aux femmes dans les régions de jouer un rôle actif dans la vie politique afin que chaque vote compte, y compris en région.

Il nous semble aussi important que les citoyennes et les citoyens en région puissent avoir une prise sur l'État pour exprimer leurs réalités propres, puissent être représenté.e.s par une personne redevable à proximité. Nous pensons que la réforme du scrutin doit permettre, pour que chaque vote compte, que cette dimension de proximité de la représentation demeure. Il faudra s'assurer que la personne élue soit capable de défendre les particularités de la région.

Position de l'UFP

Nous, du comité des femmes de l'UFP-région de Québec-Chaudière-Appalaches reprenons les propositions faite par notre parti politique sur la réforme du mode de scrutin et dont voici un bref résumé.

C'est donc pour rendre la composition de l'Assemblée nationale davantage représentative de la société québécoise que l'UFP réclame l'instauration d'un scrutin proportionnel. Mais les objectifs que poursuit notre formation ne consistent pas seulement à établir l'équité entre les partis déjà représentés à l'Assemblée nationale, comme se bornerait à le faire l'avant-projet actuellement soumis à la consultation.

En voulant faire respecter fidèlement la volonté populaire et faire en sorte que chaque vote compte l'UFP désire aussi que :

- se reflète le pluralisme politique au Parlement,
- qu'on atteigne l'égalité entre les femmes et les hommes dans la représentation politique,
- que la diversité ethnoculturelle s'incarne dans nos institutions démocratiques,
- que les régions voient reconnaître l'importance qu'elles ont dans la réalité québécoise et, enfin,
- que les liens entre les électeurs et électrices et leurs député.e.s soient maintenus afin que ces derniers, en plus d'agir comme législateurs, puissent continuer à jouer leur rôle d'ombudsman.

Il faut réaliser que l'atteinte de tous ces objectifs est une tâche nécessitant une réforme en profondeur que seule l'instauration d'une vraie proportionnelle permettrait de mener à bien.

Pour ce faire, le premier choix de l'UFP est un système proportionnel régional avec correction nationale (modèle scandinave), car c'est celui qui permettrait l'atteinte optimale des objectifs et qui serait le mieux adapté aux caractéristiques du Québec.

L'UFP considère par ailleurs qu'un scrutin mixte avec compensation (modèle allemand), dont le gouvernement dit s'inspirer dans l'avant projet de loi, pourrait être acceptable. Il faudrait toutefois que la formule choisie ne soit pas dénaturée et permette surtout d'éliminer complètement les distorsions entre les votes et les sièges causées par le scrutin majoritaire; ce que ne permet pas l'actuelle proposition gouvernementale.

Cette dernière se différencie substantiellement, en effet, du modèle allemand qu'on a amputé de l'une de ses principales caractéristiques : **le deuxième vote** au scrutin proportionnel de liste pour l'attribution des sièges de compensation. En ne gardant qu'un seul vote au scrutin majoritaire pour attribuer les deux types de sièges (les 77 de circonscriptions et les 50 de districts), la formule proposée enlèverait la possibilité aux électeurs et électrices d'exprimer les nuances de leurs opinions politiques. Elle maintiendrait aussi les distorsions d'ordre psychologique causées par le syndrome du vote utile ou stratégique qui continuerait à venir s'ajouter aux distorsions d'ordre mécanique découlant de la nature du scrutin majoritaire.

Le projet gouvernemental empêcherait ainsi les tiers partis en émergence – comme la formation qui naîtra de la fusion de l'UFP et d'Option citoyenne – de faire le plein de leurs voix en les privant d'une proportion appréciable d'appuis. C'est pourquoi nous

considérons que cette élimination du 2^e vote au scrutin proportionnel constitue le point de démarcation entre une vraie proportionnelle et une réforme cosmétique, car c'est ce 2^e vote qui injecte à ce système une bonne partie de sa vertu. L'UFP réclame donc qu'en plus du vote au scrutin majoritaire pour élire les 77 député.e.s de circonscriptions, il y ait un 2^e vote au scrutin proportionnel de liste pour élire les 50 députés de compensation.

La proposition gouvernementale ne permettrait pas non plus au principe compensatoire de corriger toutes les distorsions causées par le scrutin majoritaire; seuls les trois partis siégeant actuellement à l'Assemblée nationale pouvant jouir d'un traitement équitable. Cela tient à la faible proportionnalité provenant du grand nombre de districts électoraux proposés (entre 24 et 27) et des deux seuls sièges de compensation dont la grande majorité d'entre eux seraient pourvus. Le concepteur de la formule, le professeur Louis Massicotte, a d'ailleurs admis que « les partis les plus forts seraient ainsi surreprésentés et que les chances des petits partis de percer seraient minces, ». Ainsi, dans la plupart des cas, le seuil effectif pour qu'un parti puisse faire élire un candidat dépasserait la plupart du temps 15 % des votes et ne serait jamais en bas de 13% lorsque avec un vrai scrutin proportionnel, le seuil d'éligibilité pour les partis dépasse rarement 5% des suffrages obtenus. Cela aurait aussi pour effet de maintenir le *statu quo* en consolidant le tripartisme actuel à l'Assemblée nationale.

L'UFP estime donc que les 50 député.e.s de compensation devraient être élu.e.s à partir de **listes nationales** présentées par chaque parti afin que le niveau de proportionnalité en résultant permette l'expression du pluralisme politique, l'égalité entre les femmes et les hommes dans la représentation politique, ainsi que l'expression de la diversité ethnoculturelle. L'UFP veut aussi que la loi oblige les partis à choisir leurs candidats et candidates par scrutin secret lors de réunions de leurs instances. Il a également décidé que sa liste de candidatures serait composée en alternance de 25 femmes et de 25 hommes représentant toutes les régions du Québec. Nous, comme comité régional de l'UFP, nous ajoutons que la liste devrait commencer par une femme.

Par ailleurs, l'UFP est d'accord avec les incitations financières que l'avant-projet de loi propose pour atteindre une représentation égale des femmes et des hommes, ainsi qu'une meilleure représentation de la diversité québécoise. Il propose toutefois d'abaisser de 15 % à 5 % le seuil de remboursement de la moitié des dépenses électorales. L'UFP estime néanmoins que ces mesures sont insuffisantes. L'élection des 50 députés de compensation à partir de **listes nationales** constituerait encore le meilleur et le plus sûr moyen d'atteindre les objectifs démocratiques visés. L'UFP préconise aussi la création d'un Observatoire de l'égalité qui, sous l'égide du Directeur général des élections, proposerait des mesures de redressement à l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, l'UFP profite de la consultation sur l'avant-projet de loi pour formuler cinq autres propositions :

Premièrement : Que les élections soient tenues à date fixe pour que le parti au pouvoir ne jouisse plus de l'avantage stratégique d'en choisir la date; et ce dans un souci d'équité envers tous les partis;

Deuxièmement : Qu'un scrutin proportionnel soit implanté dans les municipalités pour les élections de novembre 2009; du moins dans les grandes villes Cette réforme contribuerait notamment à augmenter la participation dont le taux a atteint des baisses inquiétants lors des élections du 6 novembre dernier.

Troisièmement : Que les lois électorales provinciale et municipale prévoient des mesures afin que tous les partis reconnus aient un accès équitable aux médias pendant les périodes électorales. La récente campagne électorale municipale a démontré encore une fois que les nouveaux partis – même s'ils ont un programme sérieux – sont ignorés des médias à moins que leurs leaders ne soient des vedettes

Quatrièmement : Qu'une représentation distincte à l'Assemblée nationale soit accordée aux Inuits et aux Amérindiens du Québec (une ou deux circonscriptions), sous réserve de l'assentiment des dirigeants des Premières Nations;

Cinquièmement : Que des amendements soient apportés, d'ici les prochaines élections, aux dispositions des lois électorales provinciale et municipale en matière de financement des partis politiques afin de contrecarrer les manœuvres inventées pour les violer ; qu'une consultation publique ait lieu préalablement à leur adoption ; que les entreprises continuent à être exclues de la participation à ce financement et que le rapport du Groupe de réflexion mis sur le pied par le directeur général des élections, il y a quelques mois, soit publié dès qu'il sera prêt afin de permettre un débat public

Conclusion

Nous espérons que cette modeste contribution aura permis de mettre en lumière des dimensions souvent ignorées. Nous sommes bien conscientes que la participation des femmes à la vie politique ne pourra s'obtenir qu'uniquement avec la réforme du mode de scrutin. Bien des mesures sociales devront aussi accompagner cette mesure démocratique. L'élément principal de l'intégration des femmes comme citoyennes sera la lutte à la pauvreté et à la violence contre les femmes. Sans salaire minimum décent, sans conditions de travail saines, sans équité salariale, sans mesures de conciliation famille-travail, les femmes sont encore discriminées sur le marché du travail. Il en est de même dans la vie de tous les jours, quand les droits ne sont pas respectés, la violence et le harcèlement banalisés.

La réforme du mode de scrutin est un premier jalon pour intéresser les femmes à la vie politique afin que la participation accrue des femmes à la démocratie permette de réellement changer le monde.

Merci de votre attention.